

Réponse de M HAMON à notre courrier envoyé cette semaine au sujet de l'heure de labo

Monsieur Mouix,

Le décret du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré a été le résultat de plusieurs mois de discussion avec les organisations syndicales représentatives des enseignants. Il a remplacé des textes qui régissaient depuis 1950 les obligations réglementaires de service des enseignants, textes dont l'ancienneté ne permettait pas de donner une vision complète et moderne de leur mission.

Ce décret a notamment acté plusieurs décisions majeures concernant les conditions d'exercice et le déroulement de carrière des enseignants du second degré. Il a ainsi intégré, au sein des établissements les plus difficiles de l'éducation prioritaire (les REP+), le temps de travail en équipe et le suivi des élèves grâce à un dispositif de pondération des heures d'enseignement revenant à libérer en moyenne une heure et demi par semaine.

Le décret prévoit, dans les collèges où il n'y a pas de personnels techniques exerçant dans les laboratoires, une décharge d'une heure pour les enseignants en sciences de la vie et de la Terre et en sciences physiques. Si cette décharge n'est pas étendue aux enseignants de technologie par ce texte, leur situation est prise en compte de manière particulière dans la circulaire du 29 avril 2015 relative aux modalités d'attribution de l'indemnité pour mission particulière. La circulaire prévoit en effet qu'en collège, pour l'enseignement de la technologie, un coordonnateur est désigné dès lors que les équipements concernés sont utilisés par plusieurs professeurs. Or cette mission de coordination ouvre droit à l'attribution de l'indemnité de mission particulière pour l'enseignant désigné pour la prendre en charge.

Je veux vous dire mon attachement à l'enseignement de la technologie au collège, car la technologie est une discipline qui non seulement participe à la réussite personnelle des élèves, dont elle favorise l'implication dans des projets individuels, collectifs et collaboratifs, mais également à leur formation de citoyen. La technologie est essentielle car elle apprend aux élèves l'investigation, la conception et la modélisation. Les attentats du 13 novembre dernier ont rappelé le rôle fondamental que doit jouer l'école pour apprendre aux enfants à développer leur point de vue critique, et la technologie y participe pleinement par ses analyses distanciées et critiques.

Je vous prie de croire, Monsieur Mouix, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Benoît HAMON,

Député des Yvelines

Membre de la Commission des Affaires étrangères